

Travail, emploi, formation : quel projet de société ?

« Zéro chômeurs/du travail pour tous, voilà ce qui sera un axe central pour un nouveau projet de société. Dans tous les domaines, nous devons envisager les choses autrement car la société marche sur la tête. L'une des grandes ambitions, avec la protection de la planète, sera de construire une société sans chômage. (...) Le travail, l'emploi, l'éducation pour tous, doivent être au cœur de notre projet.

Ceux qui nous disent que nous sommes obligés d'entrer dans la guerre économique pour protéger l'emploi nous mentent. Nous ne cessons d'abdiquer nos principes devant les exigences des marchés et des multinationales. Et l'emploi recule, mois après mois, année après année. Les paysans sont poussés au désespoir parce qu'on ne rémunère pas le travail paysan à sa juste valeur. La révolution numérique, qui permettrait de réduire le temps de travail, n'est utilisée que pour promouvoir l'« uberisation », c'est à dire la dérèglementation généralisée du travail. Pour nous, cette révolution peut au contraire nous permettre de construire un nouvel âge de la Sécurité sociale qui sécuriserait l'emploi et la formation toute la vie. Évidemment, cela nécessite de mobiliser l'ensemble des richesses disponibles : les immenses sommes détournées par les banques et les marchés financiers doivent revenir à la société ».

Pierre LAURENT (Secrétaire national du PCF)

De l'argent ... il y en a ... avec un autre partage des richesses !

Dans une étude mis en lumière par la CGT en mai 2015, il était démontré que dans « les sociétés non financières », on consacrait 10 journées de travail par an aux paiements des dividendes en 1981. Ils représentent 45 jours de travail en 2011. Soit 4,5 fois plus. Autre façon de le mesurer, sur 100 euros de richesses créées, 5 allaient à la rémunération du capital. C'est 23 euros trente ans plus tard.

Voilà la vraie prédation financière à laquelle il faudrait s'attaquer pour faire reculer le chômage.

Ce sont pourtant les mêmes recettes qui ont échoué que le pouvoir s'apprête à accentuer. Alors qu'une nouvelle tranche du Pacte de responsabilité entrera en vigueur en avril, on annonce de nouvelles exonérations ou primes, toujours au nom du « coût du travail trop élevé », sans jamais auditer l'efficacité réelle du mille feuille de 200 milliards d'aides diverses aux entreprises qui existent déjà !

Pour faire le choix de l'humain – Pour continuer le Front de Gauche : J'adhère au PCF

Nom :

Adresse :

Téléphone : E-mail :

PCF Morlaix – 2 Petite Rue Callac 29600 MORLAIX



Parti Communiste Français
2 Petite Rue Callac 29600 MORLAIX
Tel : 02 98 88 30 35

L'urgence de dire STOP

Un échec patent sur le chômage et l'emploi, une société malade, un gouvernement dit de gauche qui concrétise les rêves de la droite, une fuite en avant sécuritaire qui met à l'écart la justice l'urgence est de dire "STOP"!

Hors de la politique libérale, point de salut. C'est ce que tentent d'imposer dans les consciences les Macron, Hollande, Valls, Sarkozy et consorts, agrippés à l'échéance de 2017 et à leur jeu mortifère avec l'extrême droite pour se maintenir au pouvoir.

Alors que le gouvernement a sombré loin des rivages de la gauche, la colère et la déception n'ont pas trouvé à qui parler. Des bénévoles de Calais aux syndicalistes de Goodyear, des millions de citoyens, chacun à sa manière, relèvent la tête. Souvent ils militent dans des associations, luttent dans leur entreprise ou sont actifs sur le terrain écologique, mais nourrissent une sévère défiance à l'égard du politique.

Quel est ce nouvel outil à inventer pour que ces aspirations communes à la solidarité et au progrès trouvent un débouché politique ?

Dans ce marasme, l'appel pour une primaire à gauche, guidé par l'idée qu'« il n'y a pas de fatalité à l'impuissance publique », est venu secouer le cocotier. Surmontant des réserves légitimes, des personnalités politiques se disent désormais ouvertes à une primaire populaire, qui se pose clairement comme une alternative à François Hollande.

Pour le PCF, « Quand la situation politique est si forte de danger, qu'il y a autant de forces disponibles pour une alternative mais tellement de dispersion, la responsabilité d'un parti comme le mien est de tout faire pour les faire converger » (Pierre Laurent - secrétaire national du PCF).

Toutes ces forces doivent d'abord converger sur un projet, un projet à construire avec tous ceux que désespère la politique menée, avec tous ceux qui désespèrent de la politique et qui ne sentent pas entendu, avec la jeunesse (révoltée et désabusée à la fois), La question essentielle est bien celle de la définition démocratique des contenus politiques, à l'opposé du libéralisme, à promouvoir (et non celle des egos). Viendra plus tard le moment du choix de celle ou celui qui en sera le porte-parole ?

C'est ce à quoi le PCF entend travailler.

Déchetteries en danger

Les déchetteries de Morlaix Communauté sont des services publics de proximité essentiels pour la vie quotidienne, le tri des déchets et la préservation de l'environnement.

A ce jour, Morlaix Communauté compte 7 déchetteries (Morlaix, Taulé, Lanmeur, Pleyber-Christ, Saint-Thégonnec, Plourin-Les-Morlaix et Plougouven) et 3 plates formes dédiées aux déchets verts, (Guerlesquin, Plounéour-Ménez et Saint-Martin-Des-Champs).

Toutes ces structures ont fait preuve de leur utilité au service des citoyens.

Depuis le début de l'année 2015, un plan de rénovation des déchetteries est en cours sur le territoire de Morlaix Communauté. Cela est préparé sans réelle transparence des débats ni consultation des populations concernées.

Plusieurs communes ont délibéré pour le maintien de la déchetterie du site de Toulivinen sur la commune de Plougouven et à quelques mètres de Lannéanou, cette structure est utilisée par la population du sud Est du territoire de Morlaix Communauté mais serait sur la sellette d'après l'audit qui a été effectué par un bureau d'études choisi par les élus de Morlaix Communauté.

La baisse drastique des dotations de l'état (-10 millions d'euros de 2013 à 2017) et le coût exigé pour la mise aux normes obligatoires des déchetteries, laissent craindre une réduction du nombre de ces structures et un éloignement de celles-ci vis-à-vis des citoyens. Nous ne pouvons accepter cette situation qui est un retour en arrière : les décharges sauvages vont se multiplier alors que la population avait pris conscience de l'importance du tri des déchets.

Défense de l'Hôpital : c'est l'affaire de tous

Depuis des mois le personnel hospitalier de Morlaix mène une lutte sans relâche pour la défense du centre hospitalier avec le soutien de la population et particulièrement des militants du Parti Communiste et du Front de Gauche.

Il s'agit de s'opposer aux mesures que la direction veut imposer qui, par la suppression des 3 jours de RTT et une refonte des horaires, se traduiraient par la suppression de 22 équivalents temps plein avec les conséquences que l'on imagine sur les soins apportés aux malades et la dégradation des conditions de travail.

Malgré l'ampleur de la lutte, la direction reste obstinément sourde aux propositions des hospitaliers, confortée par le soutien indéfectible que lui apporte A. Le Brun présidente du conseil de surveillance. En tant que Maire de Morlaix elle devrait pourtant être d'abord soucieuse de la qualité des soins à la population et de la défense de l'emploi.

Mais la situation est aussi (surtout ?) la conséquence de la politique de santé du gouvernement qui, en prolongeant les aspects nocifs de la loi Bachelot, veut de plus imposer 10 milliards d'euros « d'économies » dans le secteur de la santé dont 3 milliards sur l'hôpital public. C'est donc aussi la responsabilité de tous ceux qui ont élaboré ou soutenu cette politique.

Face à cette situation cette lutte devient l'affaire de tous. C'est ce qu'ont compris les participants de la réunion santé de Plourin lors de la campagne des régionales du Front de Gauche en votant à l'unanimité le souhait de la création d'un comité de défense de l'Hôpital.